vision du lot No 3401 dudit cadastre, le tout formant un morceau de terre d'environ 50 pieds de front, mesure anglaise, sur la rue Wellington par toute la profondeur jusqu'au chemin Lasalle."

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en
vigueur.

C H A P . 89

Loi amendant la charte de la ville de Joliette

(Sanctionnée le 9 février 1918)

ATTENDU que la corporation de la ville de Joliette Préambule.
a, par sa pétition, représenté :

Qu'il est opportun, dans l'intérêt de la bonne administration des affaires municipales, de modifier le cens électoral des électeurs municipaux et le cens d'éligibilité du maire et des échevins de la ville ;

Que, pour compléter ses travaux municipaux et assurer son développement, la ville a besoin de pouvoirs additionnels ;

Que, pour ces fins, il lui est nécessaire d'obtenir certains changements à sa charte, la loi 27 Victoria, chapitre 23 et les lois qui l'amendent ;

Attendu qu'il convient d'accéder à cette demande ;

En conséquence, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le mot "ville", partout où il se trouve dans la charte de la ville de Joliette, est remplacé par le mot "cité". Mot "ville"
remplacé par
le mot "cité".

2. La section 6 de la loi 5 George V, chapitre 94, est remplacée par la suivante : 5 Geo. V., c.
94, s. 6, remp.

6. S'appliqueront à la cité de Joliette, les articles suivants des Statuts refondus, 1909, savoir : les articles 5368, 5369, 5372, 5373, 5374, 5375, 5376, 5379, 5381, 5383 à 5388, inclusivement, 5390 à 5396, inclusivement, et 5398 à 5412, inclusivement. Arts des S. R.
applicables à
la cité.

S. R., 5389,
rempl. pour la
ville.

3. L'article 5389 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Avis avant
l'examen.

“ **5389.** Avant de procéder à l'examen ou à la correction de la liste des électeurs, le conseil fait donner, par le greffier, le greffier *ad hoc* ou quelque autre personne, un avis public du jour et de l'heure auxquels il doit commencer cet examen. Il peut, à sa discrétion, faire spécifier dans l'avis des jours différents pour l'examen et la correction de la liste, pour chacun des arrondissements de votation.

Avis spécial
avant de con-
sidérer les
plaintes.

Avant de prendre en considération les plaintes par écrit produites au bureau du conseil au sujet de la liste des électeurs, le conseil doit aussi en faire donner un avis spécial à toute personne dont la plainte a pour objet de faire inscrire ou omettre le nom sur la liste.

Délai de
l'avis.

L'avis public et l'avis spécial, requis par le présent article, sont de cinq jours ; et ils doivent être donnés et publiés ou signifiés de la même manière que le sont les avis municipaux.

Honoraire du
greffier.

Il est alloué au greffier, aux frais du plaignant, un honoraire de vingt-cinq centins pour chaque avis spécial, par lui donné à toute personne dont le nom n'est ni ajouté ni retranché de la liste par le conseil, ou par le juge, s'il y a appel, tel que ci-après prévu. L'avis public et les autres avis spéciaux font partie des devoirs généraux du greffier.”

2 Geo. V., c.
65, s. 4, § (j),
rempl.

4. Le paragraphe j de la section 4 de la loi 2 George V, chapitre 65, est remplacé par le suivant :

“ j. Les articles 5710, 5712, 5714, 5725, 5726 et 5727;”.

S. R., 5713,
rempl. pour la
cité.

5. L'article 5713 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Mutation de
propriété,
etc.

“ **5713.** Après chaque mutation de propriétaire, de locataire ou d'occupant d'un terrain mentionné au rôle d'évaluation en vigueur, le conseil, sur requête par écrit à cet effet et sur preuve suffisante, peut biffer le nom de l'ancien propriétaire, locataire ou occupant et y inscrire celui du nouveau.”

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.